



## **La lutte des Vertbaudet, c'est notre lutte à tous !**

Depuis deux mois, les ouvrières de Vertbaudet près de Lille ont engagé une grève pour des augmentations de salaires de 150 euros. La police au service des patrons est déjà intervenue plusieurs fois pour déloger leur piquet de grève.

Le 16 mai, la brutalité policière a franchi un nouveau cran : une ouvrière s'est retrouvée aux urgences à l'hôpital. La veille, deux militants venus en soutien avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui.

Au moment où nous écrivons, la grève continue face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État, les mêmes qu'ils ont déployé face aux travailleurs mobilisés contre la casse des retraites, ou à Mayotte contre les pauvres et migrants des bidonvilles.

### **11 millions de bénéficiaires, 0 % d'augmentation**

L'entreprise Vertbaudet appartient à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements. Elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « *travailler plus pour gagner plus* »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « *sale gréviste* », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

### **En difficulté, Macron agresse sous couvert « d'apaisement »**

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, fait suite à la politique engagée par le gouvernement pour imposer la réforme des retraites. Patronat et gouvernement se sont ligüés pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités. Et pour l'imposer, ils ont ouvert les vannes de la répression pour nous faire peur et baisser la tête. 540 personnes ont été arrêtées dans toute la France le 1er mai.

En guise de « *social* » et d'« *apaisement* », Macron promet une réduction d'impôts pour « *les classes moyennes* » : ceux qui,

selon lui, seraient « *trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre* », avec son mépris coutumier pour nous diviser et présenter les plus pauvres d'entre nous comme des assistés.

Mais la réduction d'impôt promise, c'est une aumône de 2 milliards, tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour les riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons... qui se traduisent par la casse de la santé, de l'école, de tous les services publics dégradés.

Quant à la réindustrialisation dont s'est vanté Macron à Versailles, le 15 mai dernier, en recevant au château une fournée de richissimes patrons, il s'est agi une nouvelle fois de vanter « *l'attractivité de la France* » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

### **Pour les retraites, les salaires, l'indemnisation du chômage, un même combat... Tous en grève le 6 juin !**

Macron semble avoir marqué un point avec le passage en force de sa loi mais lui et ses ministres ne peuvent plus faire un déplacement sans un concert de casseroles !

Le 6 juin, l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée d'action avec comme objectif de faire pression sur les députés pour qu'ils soutiennent le groupe Liot (centre droit) qui propose de voter l'annulation de la loi.

Oui, nous avons bien des raisons de nous mettre en grève le 6 juin, pour les retraites, pour les salaires... mais sans aucune illusion sur ce qui peut se passer au Parlement ! Sans aucune illusion non plus sur le « *dialogue social* » que l'intersyndicale a réouvert avec Borne... avant de faire le constat une fois de plus qu'il n'y avait rien à discuter.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires... comme les centaines d'initiatives de contestations qui sont prises partout dans le pays.

La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie. Pour nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, l'enjeu est de renforcer nos solidarités, nos organisations pour la lutte. Soyons nombreux-ses pour le faire entendre le 6 juin.

*Le 23 mai 2023*

## **CGI : rien à attendre des NAO !**

Alors que la fortune de Serge Godin, fondateur et principal actionnaire de CGI, a doublé en l'espace de sept ans, les salariés sur le site de Bordeaux se sont mobilisés ces dernières semaines. 235 signatures sur une pétition, une centaine de collègues ayant participé à des grèves ou débrayages depuis mi-janvier... Et pour quelle réponse de la part de la direction ? « *Nous vous rappelons que les Organisations Syndicales de CGI sont invitées chaque année dans le cadre des NAO à négocier notamment sur les salaires.* » Voilà tout.

Les augmentations sont quasi inexistantes chez CGI, et les NAO débutant le mois prochain s'annoncent décevantes. Nous n'attendons rien de positif : pas d'augmentation collective de salaires de 400 € net, de nombreux salaires resteront en dessous de 2000 € net.

En effet, M. Malhomme, Vice-Président Senior de FGDC (Business Unit de CGI), a clairement annoncé la couleur en réunion de CSE : « *La rentabilité est sous pression en raison de l'inflation et de la hausse des salaires d'embauche [...] Grâce à la renégociation des prix et les gains de productivité sur les projets, l'entreprise serait capable d'absorber les hausses de salaire. Or, la négociation est plus dure chez les clients en raison de l'inflation si bien que les gains de productivité doivent être plus importants.* ». La direction ne veut donc pas parler d'augmentation, c'est même bien le contraire, il va falloir travailler plus.

Face à cette situation, seule la grève semble pouvoir nous permettre d'obtenir satisfaction. Il est temps de préparer la grève du 6 juin. Faisons de cette date une nouvelle étape dans notre mouvement !

## **Capgemini : la débâcle des budgets et des estimations**

A Capgemini, les projets sont « gagnés » par des commerciaux « techniques ». Suite à la pression de la direction, ils sont encouragés et forcés de vendre moins cher que la concurrence. La nature même de leur job : brader notre force de travail à la faveur des marchés, les empêche d'estimer correctement un projet. C'est comme ça qu'on se retrouve avec une grande majorité de missions beaucoup trop courtes.

La qualité n'est donc pas au rendez-vous à moins que les travailleurs ne fassent des heures supplémentaires non payées, par conscience professionnelle ou par peur d'être blâmé. L'estimation est une tâche suffisamment difficile pour qu'on ne la donne pas aux mauvaises personnes. Si nous, techniciens, sommes les seuls à même de savoir les contraintes et moyens nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, laissez-nous faire. Il n'y a pas à douter que si nous étions maîtres de leur charge, les projets seraient

réalisés dans les temps, et avec une bien meilleure qualité.

## **Non au militarisme et à la guerre !**

Avec la nouvelle « *loi de programmation militaire* », Macron prévoit 413 milliards pour l'armée sur 6 ans, 40% de plus que la loi précédente.

Comme tous les gouvernements, ils préparent une généralisation des guerres dans une concurrence capitaliste de plus en plus exacerbée, où les pouvoirs sont prêts à tout pour se disputer des marchés, des zones d'influence, l'accès aux matières premières.

Bien évidemment, il y a un rapport entre cette « *économie de guerre* » et l'offensive antisociale et la répression des manifestants. Pour financer la guerre, l'Etat prend sur le budget des retraites, de la santé, de l'éducation, de tous les services publics. Il attaque les chômeurs, les allocataires du RSA, il ne fait rien pour le logement social. Et face à la révolte que provoque cette politique qui nous appauvrit, le pouvoir engage davantage de répression et arme de plus en plus la police.

A l'Assemblée nationale, dans la commission qui prépare cette loi, aucun député de la NUPES n'a voté contre. Pour mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant militariste qui ruine la société et prépare de nouvelles guerres, nous ne pourrions compter que sur notre révolte collective, notre contestation.

## **Mayotte : non à la guerre aux pauvres et aux migrants !**

Un mois après son interruption par la justice, l'opération Wuambushu vient de reprendre à Mayotte. Au nom d'une prétendue lutte contre la délinquance, Darmanin envoie ces troupes pour détruire des centaines de cases dans les bidonvilles où logent des dizaines de milliers de pauvres. Et pour arrêter et expulser les migrants comoriens, habitants du même archipel.

L'Etat français ne règle aucun problème de l'île : ni la pauvreté, ni la pénurie de logements dignes, ni le manque d'école et de services de santé... Il réprime et détruit pour faire peur. Il encourage le racisme et les appels à la violence des politiciens locaux qui veulent faire croire que les problèmes des habitants de Mayotte seraient provoqués par ceux des Comores, encore plus misérables.

Darmanin et Macron utilisent les mêmes méthodes que Le Pen et l'extrême-droite : accuser les plus pauvres et les étrangers, nous diviser pour mieux régner... au service des capitalistes.

Ce sont ceux-là, nos véritables adversaires, à nous travailler-ses qu'ils exploitent quelles que soient nos couleurs et nos origines.